

## Le ministre Fekl fustige 30 ans de « dogmes néolibéraux » de l'UE

© 02/11/2016 |  Terre-net Média

**Paris, 2 nov 2016 (AFP) - Le secrétaire d'État français en charge du Commerce extérieur, Matthias Fekl, a fustigé mercredi « les dogmes néolibéraux » qui ont dominé les négociations commerciales depuis 30 ans, appelant à consulter les parlements dès le début des négociations.**

« **A** près trente années de dérégulation néolibérale, il y a besoin d'un retour de la démocratie et d'un retour de la puissance publique dans les **négociations économiques internationales** », a affirmé sur France Inter le secrétaire d'Etat, interrogé après la signature dimanche du traité de libre-échange (CETA) entre l'Union européenne (UE) et le Canada.

Revenant sur l'opposition du gouvernement de la région francophone de Wallonie (sud de la Belgique), qui a retardé cette signature, M. Fekl a appelé à une « refondation » de la politique commerciale européenne afin « de mettre les parlements au début du processus » et qu'ils ne soient pas « mis devant le fait accompli à la fin ».

« Ce que l'Europe donne, elle doit le recevoir en échange. Pendant trop longtemps, elle a appliqué naïvement des dogmes néolibéraux », a-t-il affirmé, plaidant pour « le retour de la puissance publique, le **retour des règles de la mondialisation** ».

« Je rêve d'une Europe qui s'affirme sur la scène internationale, qui fasse entendre sa voix, qui participe à la définition de règles élevées », a affirmé M. Fekl, taclant au passage « le social-libéralisme » de l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair et de l'ex-chancelier allemand Gerhard Schroeder qui plaidaient, selon lui, pour « un accompagnement du marché ».

A ses yeux, le combat de la gauche, « ce n'est pas la résignation et l'accompagnement du libéralisme ». « Il faut revenir à ce qu'est la social-démocratie à la base. Il y a besoin d'inventer la puissance publique de demain », a affirmé M. Fekl qui a récemment lancé un mouvement politique appelé Movida.

Le secrétaire d'Etat n'en a pas moins défendu la signature du CETA : « C'est la première fois que nous réussissons au niveau mondial à nous attaquer au scandale démocratique qu'est l'arbitrage privé et de le remplacer par des règles et par de la démocratie », a-t-il affirmé.

Il a toutefois réitéré son opposition au traité négocié actuellement entre l'UE et les Etats-Unis (appelé TTIP ou Tafta). Il a en particulier dénoncé le « mépris de l'agriculture française » dans les négociations.

Le CETA, qui supprimera 99 % des droits de douane entre l'UE et Ottawa, entrera en application provisoire et partielle une fois ratifié par le Parlement européen et celui du Canada, dans les prochains mois. Il devra ensuite être approuvé par l'ensemble des Parlements nationaux et régionaux de l'UE pour devenir définitif.